PLURIVERS

Plurivers #1 — Décoloniser le changement climatique

# Décoloniser les luttes climatiques

## Une conversation avec l'Association A4, Ana Sanches et Tatiana Garavito

Malcom Ferdinand, Shela Sheikh, Association A4, Ana Sanches, Tatiana Garavito

Traduit de l'anglais et du portugais par l'équipe éditoriale Plurivers

*Le présent texte est une version éditée d'une conversation collective avec quatre activistes et chercheur·se·s originaires du Soudan, d'Espagne, du Brésil et de Colombie travaillant en France, au Brésil, dans le nord de l'Irlande et en Colombie. L'entretien a été mené en août 2023 par Malcom Ferdinand et Shela Sheikh — membres de l'équipe éditoriale de* Plurivers *— via zoom et par échanges de courriels, en anglais, en français et en portugais. Il a été entièrement traduit en français. Nous avons essayé de conserver le ton informel de la discussion et avons ajouté des commentaires éditoriaux lorsque des explications supplémentaires étaient jugées nécessaires.*

1 _Malcom Ferdinand et Shela Sheikh (MF, SS) : Merci à toustes d'avoir pris le temps de nous parler et de nous faire part de vos expériences et de vos points de vue. Nous aimerions vous demander, tout d'abord, de vous présenter et d'expliquer le travail que vous faites.

2 _A4 (Habib) : Je suis l'un des cofondateurs de l'Association A4 [Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat][1]. Je suis originaire du nord du Soudan. Je suis arrivé en France en 2014 en tant qu'immigré demandeur d'asile. Je suis allé à la campagne, dans un lieu appelé La ZAD de Notre-Dame-des-Landes [près de Nantes, dans le nord-ouest de la France ; ZAD signifie « zone à défendre »], où des militant·e·s luttaient contre un projet de construction d'un aéroport dans une commune rurale. Ils avaient lancé un appel pour que les gens viennent les aider à défendre la zone. J'y ai vécu pendant trois ans. J'y ai appris beaucoup de choses, par exemple la langue française, mais j'ai aussi pu utiliser mes compétences en soudure pour aider les agriculteurs avec leurs machines. En 2018, le gouvernement est venu détruire toutes les cabanes et a déclaré que le projet était illégal [le projet de construction de l'aéroport a tout de même fini par être abandonné]. J'ai donc quitté la région et je suis allé à Paris pour commencer une nouvelle vie. Là-bas, je me suis fait beaucoup d'amis qui luttaient pour obtenir des papiers et un logement et j'y ai fréquenté le collectif No Border. Et j'ai aussi rencontré des gens qui luttaient contre l'agriculture industrielle. C'est dans ce contexte qu'est née A4. On s'est demandé comment les personnes arrivant en France ou en Europe pouvaient utiliser les nombreuses connaissances dont ils disposaient. Je sais par expérience qu'il y a énormément de gens qui ont beaucoup à partager, mais quand on arrive ici, on n'a pas l'occasion de le faire. Sans papiers reconnus par le gouvernement français, on n'a aucun droit, et pour survivre on n'a pas d'autre choix que d'accepter d'être exploités : dans le bâtiment, le nettoyage ou la plonge dans les restaurants — des emplois avec des conditions de travail horribles. Mais parce qu'on est loin de chez soi et qu'on a des responsabilités — par exemple, des familles en Afrique qui attendent de l'aide — on n'a pas d'autre choix, malgré ses rêves et son désir de construire sa vie. Les gens sont dans cette situation parce que la France et l'Union européenne leur ont fermé la porte ; iels sont marginalisé·e·s volontairement par un système dans lequel certaines

[1] Pour plus d'informations sur l'Association A4 et pour suivre leurs activités, voir https://a4asso.org/

personnes profitent de ces conditions de travail, que ce soit dans l'agriculture, la construction publique, ou encore dans les secteurs du nettoyage et de la restauration.

3 _A4 (Alitzel) : Je vais parler un peu de moi, mais je souhaite préciser que nous parlons avant tout en tant que membres d'un collectif. Je suis née en Espagne. Ma mère est franco-mexicaine et mon père espagnol. Je vis maintenant en France depuis quatre ans. J'ai vécu avec différents collectifs anticapitalistes qui essayaient de faire de l'agriculture de manière alternative. Mais j'ai été frustré par le fait que, pour avoir ce genre de vie en France, il faut soit avoir le RSA [Revenu de Solidarité Active, une forme de minima sociaux], soit une aide financière de l'État pour les périodes où l'on n'a pas d'emploi (mais cela signifie qu'il faut être de nationalité française). Dans les cas où l'on essaie de vivre d'un travail agroécologique, il est vraiment difficile d'avoir un revenu de subsistance ou un salaire, car les gens doivent vendre ce qu'ils produisent à un prix qui n'est pas accessible pour beaucoup, surtout dans les quartiers populaires de la ville (à cause des prix compétitifs de l'agro-industrie et du fait que l'État aide beaucoup plus les grandes fermes que les fermes agroécologiques). En octobre 2021, j'ai rencontré A4 et j'en ai appris plus sur les questions de souveraineté alimentaire. J'ai rejoint A4 parce que je pensais que ce projet pouvait nous aider à ne pas oublier que les luttes sociales sont liées aux luttes écologiques. Je travaille maintenant pour A4, où j'aide à la coordination.

4 _Ana Sanches (AS) : Je m'appelle Ana Sanches. Je suis une femme Noire originaire du Brésil. Plus précisément, je suis originaire de Caraguatatuba, une communauté côtière de la région périphérique de l'État de São Paulo. Je vis actuellement à Porto Novo à la périphérie sud. Je suis chercheuse et militante du mouvement Noir et socio-environnemental au Brésil et je travaille avec de nombreuses organisations. Je fais partie de l'institut Periferia Sustentável, composé de jeunes de la banlieue et d'écologiste, ainsi que du réseau Marron (Rede Quilombação), un mouvement Noir et antiraciste[2]. Je travaille également avec le groupe Iteramaxê, une organisation qui œuvre en faveur d'une plus grande diversité dans les universités, tant en matière d'accès pour les groupes dits minoritaires (y compris les Noirs, les Quilombolas [Marrons], les Autochtones, les LGBTQIAPN+ et les personnes handicapées) qu'en termes de thèmes de recherche promus par ces groupes. J'ai participé récemment à la création du Réseau antiraciste pour l'adaptation au changement climatique[3], un groupe qui travaille avec des organisations de défense politique et territoriale pour élaborer des politiques publiques d'adaptation au changement climatique pour les Noirs, les Autochtones et les Quilombolas, ainsi que pour les personnes issues des périphéries et des territoires vulnérables du Brésil. En plus de mon engagement social, je travaille comme conseillère de projet à l'Instituto Pólis. Cette organisation œuvre sur « le droit à la ville », les questions socio-environnementales et leurs intersections avec la race, le genre, la classe et le soi, en particulier dans l'agenda socio-environnemental, en mettant l'accent sur les communautés et la lutte contre les inégalités[4]. Je suis titulaire d'un diplôme de premier cycle en tourisme, d'une maîtrise en sciences [*mestrado em ciências*] de la faculté de santé publique de l'université de São Paulo et je réalise un doctorat dans le cadre du programme de changement social et de participation politique de l'université de São Paulo, au sein de laquelle j'ai effectué des recherches sur les femmes Noires et la lutte contre le racisme environnemental au Brésil.

5 _Tatiana Garavito (TG) : Je m'appelle Tatiana Garavito. Je suis une organisatrice et facilitatrice colombienne, une étudiante de la vie, une migrante, actuellement basée entre le nord de l'Irlande et la Colombie. Je me consacre à la création d'espaces permettant à diverses communautés de se réunir et de réfléchir aux différentes manières dont nous perpétuons la violence envers nous-mêmes, envers les autres et envers le monde qui nous entoure. Je travaille également à la co-création d'espaces où les militant·e·s et les collectifs locaux peuvent explorer et expérimenter

[2]https://institutoperifasustentavel.com.br/

[3]https://adaptacaoantirracista.org.br/

[4]https://polis.org.br,
@institutopolis

de nouvelles pratiques et façons d'être qui peuvent conduire à produire des cultures et des systèmes différents.

6 Actuellement, je co-dirige l'équipe Care & Repair [Soin & Reparation] à Tipping Point [lit. « point de basculement »][5], une coopérative de travailleurs et travailleuses engagé·e·s dans des politiques de soins au sein des organisations et dans le soutien de divers écosystèmes de mouvements qui résistent au chaos climatique tout en renforçant leur résilience et leur pouvoir face aux systèmes dominants actuels. Nous soutenons les groupes et les réseaux qui s'organisent afin de dénoncer les responsables de la détresse planétaire et communautaire. Notre objectif est de remplacer le statu quo par des alternatives réparatrices et régénératrices.

7 Au sein de Tipping Point, j'aide à coordonner le Climate Reparations Network [Le Réseau de réparations climatiques][6]. Créé en 2021, juste avant la COP26, le réseau est né d'une collaboration entre Tipping Point et Platform London[7]. Nous avons créé un espace dédié aux collectifs locaux et aux militant·e·s qui se concentrent sur diverses luttes, telles que le logement, la migration, la santé, la terre, la justice raciale et la justice climatique et cela à travers toute la Grande-Bretagne. Guidés par une approche de justice réparatrice, nous avons élaboré une série d'exigences « start and stop » [« commencer et arrêter »] témoignant de notre volonté d'un changement systémique[8]. Certaines demandes portent sur l'arrêt du financement des énergies fossiles ou encore l'arrêt des politiques migratoires hostiles. À l'inverse, nous appelons au paiement de réparations pour les dommages climatiques et à la démocratisation des énergies renouvelables, des banques, des logements et des infrastructures publiques. Ces demandes, ainsi que l'appel plus large à des réparations pour les dommages climatiques, viennent souligner le fait que le changement climatique résulte de pollutions, d'extractions, d'exploitations et d'oppressions disproportionnées causées par les colonisateurs. Les pays les plus polluants sont protégés des effets du changement climatique, tandis que les pays les moins responsables des émissions en subissent les conséquences. Tout cela à cause des richesses qui sont extorquées dans les pays du Sud et les nombreux « Suds » au sein même des pays du Nord [*« the many souths of the north »*]. Le colonialisme et l'esclavage ont justifié l'exploitation des personnes et des lieux, remplaçant l'interdépendance et les modes d'existence collectifs par la domination et l'assujettissement. Ces dynamiques persistent dans les relations économiques modernes de commerce, d'investissement et d'endettement.

8 Climate Reparations Network s'efforce d'obtenir des réparations climatiques en facilitant les transferts de richesses des pays et entreprises polluantes vers les pays du Sud les plus touchés par les pertes et les dommages. Mais notre quête de réparations va au-delà de la simple compensation monétaire ; nous travaillons à la co-création de processus et de pratiques visant à remédier aux injustices structurelles économiques, politiques, sociales et culturelles qui rendent certaines communautés plus vulnérables aux catastrophes. Notre objectif est de transformer les sociétés en corrigeant les préjudices causés par l'extraction et l'exploitation. Nous nous efforçons d'assurer la transition entre un modèle capitaliste alimenté par des combustibles fossiles [*fossil-fueled capitalism*] et un monde fondé sur le soin et la réparation.

9 _MF, SS : Ce premier numéro de la revue *Plurivers* est intitulé « Décoloniser le changement climatique ». Pourriez-vous, chacun d'entre vous, réfléchir à ce qu'un tel appel peut signifier dans votre propre travail et votre pratique ? Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever ? Et y a-t-il des réussites que vous pouvez partager avec nous ?

10 _A4 : Le changement climatique ne concerne pas seulement les populations d'Afrique ou d'Asie – il nous concerne tous et nous devons donc nous y attaquer. Avec A4, nous travaillons sérieusement sur les aspects politiques et culturels du changement climatique, en rassemblant des

[5] https://tippingpointuk.org/
[6] https://climatereparations.uk/
[7] https://platformlondon.org/
[8] https://climatereparations.uk/#demands

groupes qui ne travaillent pas tous dans le même sens, tout en cherchant à créer des points de convergence. Il est essentiel de faire le lien entre les injustices liées à la migration ici en France et les questions d'écologie et de changement climatique. Nous faisons partie d'un réseau de groupes issus d'autres pays et nous voyons bien comment – à cause du changement climatique – les gens sont obligés de partir de là où ils vivent, partout. Et ce sont toujours les plus pauvres qui ont ce problème. Nous pouvons parler de la France parce que nous sommes ici, mais c'est la même chose dans d'autres pays : les territoires et les droits des gens leur sont retirés, même s'ils étaient là avant la colonisation. En Afrique, les gens ont été forcés de partir à cause de la guerre, de l'action de l'État, de l'accaparement des terres, ou des conséquences de l'inaction des autres pays face au changement climatique. Et lorsqu'ils arrivent en France, non seulement ils doivent entrer dans une culture différente, mais ils sont confrontés au racisme, même de la part de certains mouvements écologistes qui disent : « Ils nous prennent nos terres ». Si quelqu'un n'a plus le droit d'être dans son pays, il faut bien qu'il trouve un nouvel endroit. La question est de savoir comment ouvrir cette voie.

11 En janvier 2021, deux amis et moi [Habib] avons été invités sur la ZAD [à Notre-Dame-des-Landes] lors de la première rencontre des Soulèvements de la Terre[9], mouvement que je suivais de loin. On nous a demandé de présenter notre itinéraire personnel vis-à-vis de l'écologie. L'une des premières questions était de savoir comment est-ce que l'on comprenait le mot « écologie ». La plupart du temps, il est défendu par des gens de gauche. Mais lorsque l'on assiste à des rassemblements militants en France ou en Europe, souvent alors que les gens prétendent lutter contre l'oppression et la violence et qu'ils s'engagent sur les questions féministes par exemple, la question du racisme est complètement négligée. Dans certains cas, c'est très difficile pour nous parce qu'il y a beaucoup de racisme passif. Par exemple, lors d'un rassemblement d'écologistes et d'anarchistes d'environ 5 000 personnes, il n'y avait que 10 personnes non Blanches. Et lorsque nous nous déplaçons dans les campagnes pour trouver du travail dans les fermes, où il est si difficile d'être autonome si l'on n'a pas de voiture, on entend dire : « Vous pouvez faire du stop. C'est facile. Nous sommes tous égaux. C'est pareil pour tout le monde, ce n'est pas si difficile ». Nous sommes face à une véritable méconnaissance.

12 Comment faire évoluer cette situation ? Nous essayons de rapprocher les deux luttes, qui sont pour la plupart très différenciées en France : il y a des militants écologistes qui ne pensent pas tellement aux aspects sociaux ; les gens qui sont dans les luttes sociales n'ont pas le temps de penser aussi à l'écologie. L'idée d'A4 est de construire ce réseau en France et au-delà – nous ne voulons pas respecter les frontières nationales. Nous sommes en contact avec des groupes qui ont les mêmes objectifs dans différentes régions de France, d'Espagne, de Suisse… Nous essayons de redonner de l'espace aux personnes venant du Sud, dont les voix et les savoirs ne sont pas entendus. L'État n'ouvre les portes du travail que lorsqu'il le souhaite. Par exemple, pendant le COVID, comme les frontières françaises étaient fermées, il n'y avait pas assez de gens pour travailler dans l'agriculture. Ils ont donc fait une loi spéciale pour que les gens de l'extérieur puissent venir seulement pour cette période, pour ce travail, et ensuite retournent dans leur pays. La légalité ou l'illégalité des personnes dépend de l'intérêt des États. Nous essayons de dire que les personnes du Sud devraient avoir la possibilité de décider librement de ce qu'elles veulent faire de leur vie et ne devraient pas être considérées comme des esclaves ou comme des êtres humains n'ayant pas la même valeur que les Blancs. Nous ne traitons pas les Ukrainiens de la même manière que les Soudanais ou les Afghans qui viennent en France. Nous essayons de rendre ces questions visibles.

[9] [Eds.] Les « Soulèvements de la Terre » est un mouvement écologiste/groupe militant pour le climat en France qui a fait beaucoup parler de lui lorsque le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a appelé à le dissoudre en juin 2023 (tentative annulée depuis par les tribunaux). Cette tentative de dissolution s'est opérée à la suite d'une manifestation et d'une violente répression par les forces de police lors d'une manifestation d'environ 5 000 personnes contre les « méga-bassines » près de Sainte-Soline, dans l'ouest de la France. Pour plus d'informations et pour soutenir le groupe, voir https://lessoulevementsdelaterre.org

13 Nous avons découvert qu'il y a un problème particulier en France : beaucoup d'agriculteur·rice·s arrivent à la retraite et beaucoup de fermes sont abandonnées. Dans le même temps, il y a beaucoup de gens qui arrivent, d'Afrique, d'Asie ou de pays en guerre, qui ont des connaissances et qui cherchent du travail. On s'est dit pourquoi ne pas créer une association qui ferait le lien entre la ville et la campagne et qui permettrait de garantir qu'il n'y ait pas d'abus pour les gens qui travaillent dans les fermes. Qu'iels puissent avoir un logement décent et que leur dignité soit respectée. C'est de cette manière qu'est née l'association, et maintenant nous essayons de mettre en place un réseau de soutien. Nous faisons petit à petit un tour de France – nous faisons des visites de terrain d'une semaine à peu près quatre fois par an – pour essayer de faire des liens entre les personnes migrant·e·s, les fermes et les associations sociales qui accompagnent les personnes dans leurs trajectoires migratoires et qui les soutiennent en leur fournissant des papiers, un logement et une formation.

14 Nous avons commencé à travailler ici en France avec une organisation appelée F3E, qui travaille avec des chercheur·se·s, des universitaires et des activistes au niveau international sur un projet appelé « écologie et pouvoir d'agir »[10]. Il y a dix participant·e·s originaires de différents pays : des personnes qui travaillent sur les questions de l'eau, sur les questions féministes, sur les mines en Afrique, sur les droits des afro-descendant·e·s en Amérique du Sud. En Inde, un collectif de femmes travaille sur la manière dont les femmes peuvent avoir leurs propres terres en tant qu'agricultrices et être leaders de leurs communautés.

15 L'un des objectifs de A4 est d'explorer les problématiques juridiques et de trouver des moyens de régulariser les personnes. Nous travaillons avec le CODETRAS [Collectif de défense des travailleur·euse·s étranger·ère·s dans l'agriculture], qui est un collectif de défense, entre autres, des travailleur·euse·s détaché·e·s[11]. C'est un moyen légal d'exploiter des personnes venant du Sud qui sont en situation régulière dans d'autres pays de l'Union européenne : lorsqu'elles travaillent dans un autre pays – qui n'est pas le premier pays où elles sont arrivé·e·s, elles ont de très mauvaises conditions de travail[12]. Nous travaillons également avec la Confédération Paysanne[13] – l'un des syndicats français des travailleurs agricoles – qui a une commission concernant le travail agricole des étrangers. L'une de nos autres idées consiste à sensibiliser à ces luttes avec les Soulèvements de la Terre.

16 Nous avons récemment fait un voyage à Lannion, en Bretagne, où nous avons visité des centres d'accueil pour demandeurs d'asile. En discutant avec eux, nous avons découvert que de nombreux·ses personnes migrant·e·s sont exploité·e·s pour des travaux tels que la cueillette des fruits ou des tomates. Comment est-il possible que l'État autorise ce travail, uniquement pendant la saison où les agriculteurs ont besoin d'une main-d'œuvre bon marché, et que les personnes migrant·e·s perdent ensuite le droit de travailler, une fois la saison terminée ? Quelle est la relation entre l'agro-industrie, l'État et la MSA [Mutualité sociale agricole], qui légalisent l'exploitation et ne respectent pas les personnes ? Nous commençons à mener des enquêtes et à faire un travail psychologique et d'autonomisation auprès des personnes qui ont subi des abus dans les agro-industries, qui sont souvent traitées comme des esclaves, afin qu'elles puissent parler de ces conditions. Il est plus facile pour quelqu'un de parler de ces choses lorsque d'autres personnes viennent témoigner. Cet élément de recherche conjointe est important par rapport à la position paternaliste de nombreuses personnes au sein de la gauche et du mouvement écologique. Récemment, un tribunal de Brest a condamné ce traite-

[10] https://f3e.asso.fr ; https://f3e.asso.fr/save-the-date-journee-ecologie-et-pouvoir-dagir-du-f3e/

[11] http://www.codetras.org

[12] Voir Servel, Hélène et Hermelin, Tifenn, « Travailleurs détachés – les dessous d'une exploitation », *Blast*, 30 mars 2023 (2 parties) : https://www.blast-info.fr/podcasts/travailleurs-detaches-les-dessous-dune-exploitation-fMsrQ0U-TK2vxYM-aitI2g

[13] https://www.confederationpaysanne.fr/



Fig. 1. — Voyage de recherche de l'Association A4, Limousin, France, février 2022. Photo © Association A4. voir l'original

ment déshumanisant[14]. Nous allons essayer de travailler avec le CODETRAS, ainsi qu'avec la Confédération Paysanne, afin de rendre plus visible la façon dont les migrant·e·s sont utilisé·e·s pour le travail agro-industriel au niveau national.

17 _AS : Le Brésil est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de personnes kidnappées sur le continent africain dans le cadre de la traite transatlantique des esclaves. C'est également le dernier pays occidental à avoir aboli l'esclavage (en 1888). C'est à partir de ce pays que je situe ma pensée. Ainsi, lorsque je pense à la décolonisation du changement climatique, je pense à la manière de décoloniser le monde et toutes nos relations, en faisant face à ce qui nous a été imposé, du point de vue du Brésil. Je pense que cela implique ce qu'Antonio Bispo appelle une « contre-colonisation » [*contra-colonizar*] dans les relations affectives, les connaissances, les questions de genre et les questions intergénérationnelles. Cela implique de penser à une autre façon d'habiter et d'entrer en relation avec la Terre, qui remette profondément en question le colonialisme[15]. C'est pourquoi je considère également comme très importante la question de la diversité ethnique et raciale des voix qui agissent sur l'agenda climatique ainsi que l'engagement en faveur de politiques publiques de réparation historique afin de rendre concret une réalité plus équitable et plurielle.

18 Ma trajectoire et celle de ma famille illustrent à la fois l'exclusion structurelle des pauvres, des Autochtones et des Noirs, des espaces publics et de l'enseignement supérieur, mais aussi la possibilité d'accéder à ces espaces par le biais de politiques publiques sociales telles que les quotas universitaires[16]. Ces politiques ont permis à ma mère — une femme Blanche de la classe ouvrière, fille d'immigrés de la classe ouvrière et femme de ménage — d'obtenir un diplôme universitaire. À mon tour, j'ai bénéficié de cette politique pour aller à l'université. C'est ce qui m'a permis d'être ici aujourd'hui et de pouvoir aider les organisations socio-environnementales

[14]Voir « Traite d'êtres humains. 2 ans de prison ferme pour le gérant d'une entreprise de volailles », *France TV*, 6 juillet 2023 (France3 : Bretagne),https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/traite-d-etres-humains-dans-une-entreprise-de-volailles-2-ans-de-prison-ferme-pour-le-gerant-2808866.html

[15]Dans son récent livre, *A terra dar, a terra quer, Säo Paulo*, Ubu Edition, 2023, Antonio Bispo dos Santos conceptualise le terme contracolonização (« *contre-colonialisme* ») comme une contestation lancée au colonialisme à partir du contexte spécifique du Brésil.

[16]Des politiques publiques de quotas visant à garantir l'accès des classes populaires, des Autochtones et des Noirs à l'université ont été mises en place au Brésil au cours des 20 dernières années.

à lutter contre les inégalités au Brésil, à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, que ce soit dans les quartiers avec des collectifs locaux ou dans les bureaux du gouvernement et les ministères, en mobilisant des connaissances empiriques et théoriques. L'université, les bureaux et les secteurs commerciaux, représentés par la blanchité et la suprématie blanche, tentent de nous exclure (les Noirs et les Autochtones) des positions de pouvoir, mais lorsque nous occupons ces espaces, même si notre présence est minime, nous apportons d'autres récits et une diversité de pensées.

19 Là où je travaille actuellement, à l'Instituto Pólis, nous pensons que « le droit à la ville » concerne également les espaces culturels publics et le droit de vivre et d'expérimenter la ville sans violence. Nous tenons compte des expériences et des violations des droits des personnes LGBTQIAPN+, ainsi que des discriminations ethniques et raciales. De plus, nous soulignons que les questions environnementales aggravent ces inégalités. En effet, lorsque les personnes les plus vulnérables font l'expérience traumatisante de perdre leur maison pendant ou après un glissement de terrain ou une inondation, elles — et leur famille — sont contraintes d'occuper des espaces soumis à des risques environnementaux élevés (qui sont les seules options abordables ou possibles lorsqu'elles cherchent un toit). Sinon, elles se retrouvent abandonnées dans des lieux éloignés de leurs relations et liens affectifs, sans consultation préalable, dans le cadre d'une forme coloniale d'intervention et d'« aide ». Souvent, les refuges où elles sont accueillies sont situés dans des endroits dangereux, sans sécurité, avec des conditions sanitaires médiocres, ce qui entraîne des risques accrus de violence et davantage de souffrances psychiques. Ainsi, pour moi, l'une des autres façons de décoloniser le changement climatique consiste à souligner que les questions d'inégalités environnementales doivent être formulées dans une perspective antiraciste, non patriarcale et anticapitaliste. Mon rôle consiste à remettre en question les termes courants d'« environnement », d'« écologie » et de « climat » en les remplaçant par d'autres termes voire d'autres types de savoirs. Les concepts de « justice environnementale » et de « racisme environnemental » m'aident dans cette lutte. Au Brésil, la race, l'appartenance ethnique, la classe et le genre sont des facteurs qui déterminent si vous allez vivre ou mourir, si vous allez avoir des conditions de vie décentes ou non, si vous allez avoir une maison où vivre ou non.

20 Pour décoloniser le changement climatique, nous devons articuler la lutte antiraciste et contre-coloniale dans nos pratiques individuelles et collectives. La collectivité est un facteur important dans la décolonisation du changement climatique, car c'est là que nous apportons la technologie ancestrale de la communauté, dans laquelle tout le monde agit en communion pour la bonne vie. L'adage « Je suis parce que nous sommes » prend tout son sens à mes yeux, en particulier lorsque nous pensons à l'éthique du soin et de l'attention. Nous ne devons pas oublier que c'est nous, les femmes Noires, qui sommes les principales responsables de la logique et du travail de soin, d'alimentation et de soutien. C'est à nous qu'il incombe de prendre soin des autres et du monde. Je pense qu'il s'agit d'un élément important qui demeure souvent marginalisé lorsque l'on parle de ces enjeux.

21 Enfin, la décolonisation du changement climatique implique un regard sensible et critique et des actions pour lutter contre la violence d'État. C'est le travail que de nombreuses personnes, groupes et organisations ont réalisé de différentes manières au Brésil, en utilisant l'action politique pour l'élaboration de politiques publiques justes et efficaces, visant à la coordination territoriale [*articulação*] et à garantir l'autonomie des communautés. Par exemple, des collectifs nationaux tels que CONAQ (Coordenação Estadual das Comunidades Quilombolas) et APIB (Articulação dos Povos Indígenas do Brasil) ont aidé de nombreuses communautés traditionnelles à préserver leurs terres en faisant reconnaître officiellement la délimitation de leurs territoires[17]. Les réseaux de solidarité GRIS Espacio Solidario et Rede por Adaptação Antirracista

[17] @conaquilombos; @apiboficial

ont contribué à l'élaboration de plans d'adaptation au climat[18]. De même, la Coalizão Negra por direitos, Ação Negra, CUFA (Central Única das Favelas) et le Rede Antirracista Quilombação travaillent sur l'éducation, la production de connaissances, les débats intellectuels et politiques, les projets sociaux d'urgence (tels que la distribution de nourriture) et les politiques publiques[19]. Des organisations comme Pólis, Conectas, Peregum, IBDU, Alana, Perifa-Sustentavel, et bien d'autres, qui réfléchissent de différentes manières au droit au logement et à la dignité des habitant·e·s des villes brésiliennes existent depuis des années[20].

22 Il y a beaucoup de luttes au Brésil. En particulier, en tant que militant·e·s et défenseur·e·s des droits de l'Homme et de l'environnement dans ce pays, on court régulièrement le risque d'être persécuté·e·s, voire tué·e·s. C'est le cas de Bernadette Pacific, connue sous le nom de Mãe Bernadette, une femme Noire qui était l'ancienne dirigeante de la coordination des communautés quilombos du Brésil (CONAQ) et qui a été abattue en août 2023 à l'âge de 72 ans.

23 Malgré toutes ces difficultés et tous ces défis, j'y crois et je me bats pour la construction de propositions collectives et affectives pour un monde meilleur, dans lequel la diversité des corps et des expériences serait célébrée et toutes les formes de vie seraient honorées, reconnues et validées. Je souligne que le lendemain dont nous rêvons doit être construit aujourd'hui ; par conséquent, toutes les mains doivent être entrelacées et tous les savoirs doivent être en communion dans la lutte contre la crise écologique et humanitaire, et toutes les formes d'oppression causées par le colonialisme, ainsi que toutes les variables d'oppression exacerbées par la suprématie blanche, le patriarcat et le racisme. Par conséquent, j'appelle les populations de toutes les favelas, quilombos, villages et périphéries ; j'invite tous les corps, couleurs et ethnies ; j'appelle tous les travailleurs et les travailleuses à s'engager dans une lutte antiraciste, anticapitaliste et décoloniale. Dans la lutte et la célébration de la vie que nous sommes ! *Axe* !

24 _TG : Pour moi, décoloniser le changement climatique passe par la reconnaissance du fait que cette crise s'inscrit dans une lignée de crises qui s'étendent sur les derniers siècles et que toutes ces crises sont issues des mêmes systèmes de domination et de pouvoir : la violence étatique, le colonialisme, le capitalisme, le racisme, le patriarcat, l'hétéronormativité et le validisme. Il s'agit de reconnaître que ces systèmes ont été conçus pour exploiter et extraire toute chose de toute personne. Décoloniser le changement climatique nous invite à réaliser que nous sommes également confrontés à une crise spirituelle — une déconnexion angoissante des uns avec les autres et avec le monde, dans une logique de l'Anthropocène qui place les humains au sommet

[18] @gris.solidario; <https://adaptacaoantirracista.org.br/

[19] @coalizaone
grapordireitos ;
@acaonegra_ ;
@cufabrasil ;
@reedequilombacao

[20] Voici d'autres organisations et collectifs à suivre au Brésil : Fase ; Rede Brasileira de Justiça Ambiental ; Rede Antirracista Quilombação ; Rede de mulheres negras de PE — redemulheresnegraspe ; INESC — @inescoficial ; Instituto Clima e Sociedade ; Alana —
@institutoalana ; IBDU — @ibdu_oficial ; 21 dias de ativismo contra o racismo — @21diasdeativismo
contraoracismo ; Instituto Duclima —
@institutoduclima ; ANEPE —
@articulacaonegrape ; Instituto de referência Negra Peregum —
@institutoperegum ; Movimento dos Atingidos por Barragens — MAB —
@atingidosporbarragens ; Centro de Estudos e Defesa do Negro do Pará — CEDENPA —
@cedenpa.cedenpa ; Mundaú Mundo —
@mundaumundo ; Caranguejo Tabaires Resiste NOSSAS —
@_nossas ; Conectas Direitos Humanos —
@conectas ; Palmares Laboratório — Ação —
@palmareslab ; Greenpeace Brasil —
@greenpeacebrasil ; Rede Sul-americana p/ as Migrações Ambientais — RESAMA — @resama_org ; Habitat Brasil —
@habitatbrasil ; Ibura Mais Cultura —
@iburamaiscultura ; PerifaConnection —
@perifaconnection ; Rede Vozes Negras Pelo Clima — Anistia —
@anistiabrasil ; Instituto Marielle Franco —
@institutomariellefranco ; Clima de eleição —
@climadeeleicao

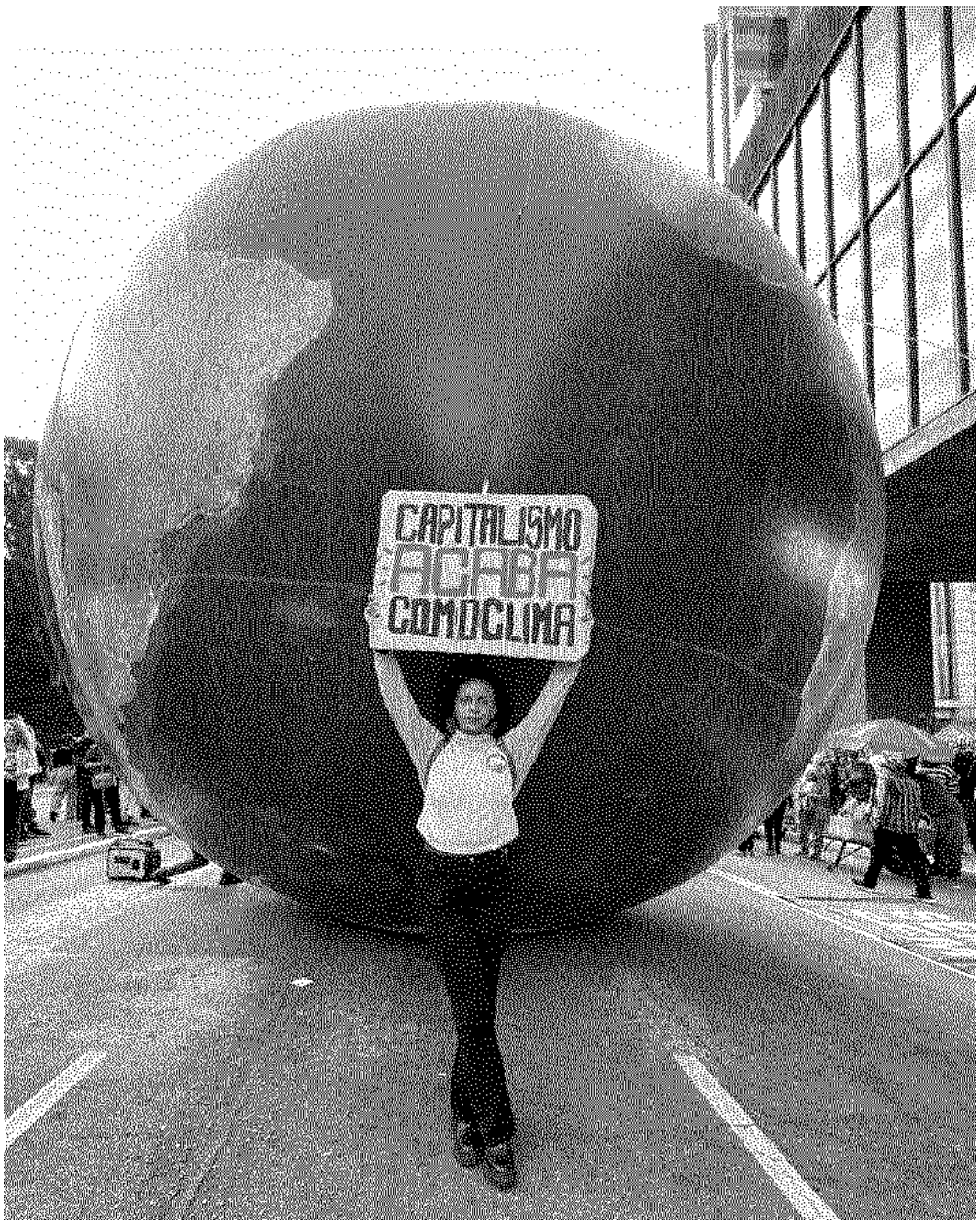



Fig. 2. — Ana Sanches à la manifestation de la Journée de la Terre : Pour la conservation de la planète et la vie des gens, São Paulo, 2023. Photo © Amanda Costa. voir l'original

d'une hiérarchie tout en désignant les personnes racialisées, les femmes, les personnes non conformes au genre, les personnes handicapées, les peuples Autochtones, les communautés marginalisées et la nature comme des ressources dont on peut se passer.

25 Décoloniser le changement climatique nous encourage également à étudier non seulement comment nous en sommes arrivés là, mais aussi comment se souvenir, rêver et co-créer intentionnellement de nouveaux systèmes, pratiques, processus, prières et outils favorisant les connexions et la guérison des blessures infligées par ces systèmes. Tout cela afin de nous permettre d'agir écologiquement et de reconnaître les cycles écosystémiques et d'être cohérent·e·s avec les transformations que nous souhaitons.

26 Bien qu'il soit difficile de qualifier ces luttes de succès en raison de la multitude d'essais et de remèdes non testés, je peux vous faire part de quelques réflexions sur les progrès que nous réalisons, selon moi, ainsi que sur les défis auxquels nous continuons à être confronté·e·s.

27 En s'inspirant des mouvements mondiaux prônant les réparations, le Climate Reparations Network s'est efforcé de faire des réparations climatiques un principe central du mouvement pour la justice climatique en Grande-Bretagne. Nous avons organisé des Blocs de Réparations Climatiques [Climate Reparations Blocs] lors des grandes marches pour le climat correspondant à la COP26 et à la COP27[21]. Ces marches ont rassemblé des centaines de personnes, favorisant la création d'œuvres d'art telles que la bannière géante, « Climate Reparations Now », conçue par l'artiste Jacob Law. Nous avons également organisé une veillée en hommage à Chris Kaba, un jeune homme Noir tué par la police à Londres. Nous avons relié nos différentes luttes à des appels plus larges en faveur des réparations climatiques par le biais de formations, d'événements et de conversations, permettant ainsi aux mouvements et aux individus d'adopter une approche de justice réparatrice dans l'organisation environnementale[22]. Ce processus a permis d'élargir la compréhension des luttes interconnectées à travers diverses traditions d'organisation, en s'affranchissant des logiques établies telles que la productivité, l'urgence, le perfectionnisme et la compétence.

28 Je suis profondément inspirée par la multitude de tribunaux populaires que les communautés organisent pour lutter contre la vaste gamme de violences perpétrées par les entreprises, les gouvernements et les institutions à l'échelle mondiale. Ces efforts s'appuient sur les principes abolitionnistes pour concevoir et modéliser de manière collaborative des infrastructures visant à contrer les pratiques omniprésentes de l'extractivisme mondial. Récemment, le Climate Reparations Network a fait partie du collectif People's Health Hearing [Tribunal de la Santé du Peuple]. Ensemble, nous avons organisé le People's Health Tribunal contre Shell et Total en Afrique, en étroite collaboration avec des communautés en Ouganda, au Mozambique, dans le delta du Niger et en Afrique du Sud[23]. Le verdict et le processus du tribunal ont été rendus principalement par les communautés affectées ayant partagé leurs témoignages. L'approche a été conçue dans l'idée d'un dialogue permanent avec les communautés participantes. Ces tribunaux pointent les lacunes des « démocraties » électorales et les défaillances du système judiciaire, soulignant leur incapacité à rendre une véritable justice, tout en défendant la vision d'un monde où des entreprises comme Shell et Total cessent d'exister et où les communautés ont le pouvoir d'instaurer les mondes dont nous avons besoin.

29 Au niveau mondial, je suis également intéressée par des gouvernements tels que ceux de la Colombie, du Kenya et des pays insulaires du Pacifique qui plaident en faveur de réparations climatiques associées à une élimination progressive des combustibles fossiles[24] et à une transition juste, une série d'étapes qui conduiront à un changement de système, visant à démanteler le racisme, l'oppression des femmes et le modèle économique actuel et son tropisme sur la croissance – une transition qui tiendra compte de la dette écologique et coloniale entre le Nord et le Sud et de l'engagement à ne pas répéter les mêmes erreurs[25]. En Colombie, le gouvernement de gauche dirigé par Gustavo Petro et l'avocate écologiste Francia Márquez a suscité des débats politiques qui élèvent les normes de notre mode de vie[26]. Bien qu'ils se

[21]Voir par exemple l'appel à la mobilisation du 12 novembre 2022 : https://www.instagram.com/p/CkQv_GCDGeW/

[22]Voir Macmillen Voskoboynik, Daniel, « To fix the climate crisis, we must face up to our imperial past », *OpenDemocracy*, 8 octobre 2018, https://www.opendemocracy.net/en/opendemocracyuk/to-fix-climate-crisis-we-must-acknowledge-our-imperial-past/

[23]The People's Health Tribunal, The People of Africa vs. Shell & Total Energies – the verdict : https://www.medact.org/project/peoples-health-hearing/verdict/#:~:text=We%20find%20the%20governments%20of,the%20rights%20of%20its%20people

[24]Fossil fuel non-proliferation treaty [Traité de non-prolifération des combustibles fossiles], mai 2023 : https://static1.squarespace.com/static/5dd3cc5b7fd99372fbb04561/t/648c33e9e872940647bbc116/1686909931092/GENERAL+BRIEFING+-+ENG+%23FossilFuelTreaty.pdf

[25]War on Want et London Mining Network, « A just(ice) transition is a post-extractive transition », septembre 2019, https://waronwant.org/sites/default/files/Post-Extractivist_Transition_WEB_0.pdf

[26]Garavito, Tatiana, et Faciolince Martina, María, « What can other movements learn from Colombia's elections ? » *African Arguments*, 29 juin 2021, https://africanarguments.org/2022/06/africa-what-can-other-movements-learn-from-colombia-elections/

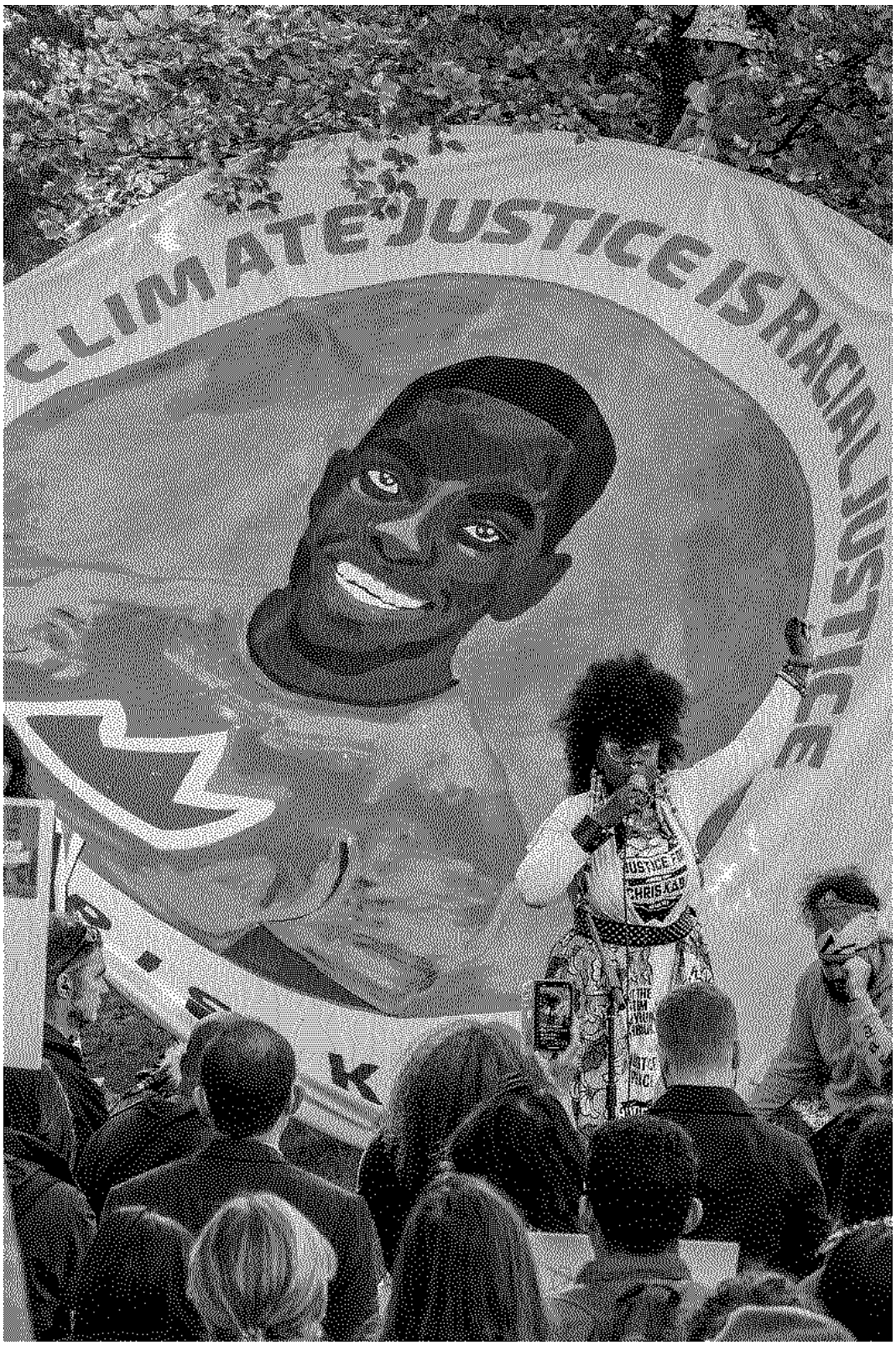



Fig. 3. — Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec l'autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell. voir l'original

heurtent à la résistance des élites qui contrôlent les médias et les institutions influentes, ces débats suscitent des discussions sur la justice en matière de dette, des dynamiques mondiales, de la protection de l'Amazonie et des systèmes alternatifs.

30 De même, des pays comme le Kenya et certains États des « grands océans » [*« large ocean » states*] bien qu'ils ne soient pas toujours progressistes lorsqu'il s'agit d'agendas politiques faisant




Fig. 4. – Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell. voir l'original

peu de place au changement climatique, défendent les réparations climatiques par le biais de l'élimination progressive des combustibles fossiles dans les forums internationaux. Toutefois, ces efforts nécessitent une coordination régionale et mondiale pour pouvoir faire face au pouvoir hégémonique des pays du Nord et à la montée de l'extrême droite mondiale, qui capitalise sur les crises du néolibéralisme. Bien que les mouvements d'extrême droite ne détiennent pas la réponse, leur montée est alimentée par l'absence d'alternatives et d'une gauche internationale puissante.

31 Les défis concernent également la montée de fausses solutions : la capture et le stockage du carbone (CCS), la bioénergie, la géo-ingénierie, l'énergie nucléaire, les approches de transformation des déchets plastiques en énergie, l'hydrogène bleu, le gaz naturel et les énergies renouvelables non durables telles que les grandes centrales hydroélectriques et géothermiques, ainsi que les compensations carbone [*carbon offsets*], entre autres[27]. Ces solutions séduisent par leur tentative de cooptation et de détournement de l'attention vis-à-vis des défis croissants. Les mouvements, y compris ceux dont je fais partie, sont de plus en plus contraints de s'attaquer aux impacts que ces « solutions » imposent aux communautés. Les fausses solutions englobent également certains discours et actions autour de la gouvernance du changement climatique, occupant ainsi des espaces qui pourraient être mieux utilisés pour examiner la construction et les logiques sous-jacentes des systèmes et des structures sociales responsables de la perpétuation des inégalités dans le monde.

Voyage de recherche de l'Association A4, Limousin, France, février 2022.
Photo © Association A4.

Fig. 5. – Voyage de recherche de l'Association A4, Limousin, France, février 2022.
Photo © Association A4.

[27]Friends of the Earth, « False climate solutions », https://foe.org/projects/false-solutions/

Ana Sanches à la manifestation de la Journée de la Terre : Pour la conservation de la planète et la vie des gens, São Paulo, 2023.
Photo © Amanda Costa.

Fig. 6. — Ana Sanches à la manifestation de la Journée de la Terre : Pour la conservation de la planète et la vie des gens, São Paulo, 2023.
Photo © Amanda Costa.

Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec l'autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell.

Fig. 7. — Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec l'autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell.

Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell.

Fig. 8. — Climate Reparations Network lors de la manifestation « cette crise exige une action », Édimbourg, Écosse, novembre 2022. Photo reproduite avec autorisation de Climate Reparations Network, © Guy Bell.

Version en ligne : https://plurivers.net/revue-plurivers-1/decoloniser-les-luttes-climatiques.html

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.